



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Hausse substantielle des parts du commerce mondial des produits agricoles pour les pays en développement

La question des subventions à l'exportation fait partie des six domaines sur lesquels l'ambassadeur Vangelis Vitalis – le président des négociations sur l'agriculture et l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – souhaite que les Membres se concentrent dans les mois à venir.

Lors de la rencontre du groupe de négociation sur l'agriculture du 8 mars dernier, M. Vitalis a pressé les Membres d'instaurer rapidement la décision sur la concurrence à l'exportation prise à Nairobi. Ce travail doit être entrepris par le Comité de l'agriculture de l'OMC, où les engagements relatifs aux subventions à l'exportation doivent être supervisés. Le travail a commencé, quoique lentement, par un document de travail de 90 pages présenté par le secrétariat de l'OMC le 5 février 2016.

Le document intitulé « Participation des Membres à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles – article 18:5 de l'Accord sur l'agriculture » tente d'illustrer la part des exportations mondiales de certains pays exportateurs et produits d'exportation (ou de certains groupes de produits incluant le blé, le riz, le sucre, le beurre, le lait écrémé, le fromage, le lait en poudre, le bœuf, le porc, la volaille et les œufs)¹ entre 2003 et 2013, prenant la période de 1986 à 1990 comme période de base. Le document montre l'augmentation des exportations des pays sélectionnés, tout en soulignant ceux ayant des

engagements de réduction des subventions à l'exportation.

L'Inde, par exemple, était en tête parmi tous les Membres pour les exportations de riz avec un volume de 11,3 millions de tonnes en 2013. La part des exportations mondiales de l'Inde a augmenté, passant de 3,1 % dans la période 1986-1990 à 31,8 % en 2013, alors que les États-Unis, qui se sont engagés à éliminer leurs subventions à l'exportation, ont vu leur part coupée de moitié (passant de 19,9 % à 9 %) au cours de la même période.

La part des exportations mondiales du Brésil pour les graines oléagineuses a plus que triplé, atteignant 32,9 % au cours de la même période, alors que la part du Canada n'a pratiquement pas changé (8,5 %). Ce pays de l'Amérique latine est aussi devenu un important exportateur de sucre, pour lequel il utilise des subventions à l'exportation. La part d'exportations de sucre du Brésil est passée de 7 % à 47 % au cours de cette période, alors que l'UE, qui s'est aussi engagée à éliminer ses subventions à l'exportation, a vu ses parts plonger de 18 % à 2,6 % des exportations mondiales en 2013.

« Cela montre que de nombreux pays en développement sont devenus d'importants exportateurs », a indiqué un représentant officiel. Il a expliqué que l'un des objectifs de cet exercice est de souligner la hausse substantielle des exportations agricoles de certains pays émergents. Cependant, dans l'introduction du document, le secrétariat de l'OMC a souligné que son travail consistait à mettre à jour les

¹ Blé et farine de blé, céréales secondaires, riz, graines oléagineuses, huiles végétales, tourteaux, sucre, beurre et huile de beurre, lait écrémé en poudre, fromage, lait entier en poudre, viande bovine, viande porcine, viande de volaille, viande ovine, animaux vivants, œufs, vin, fruits et légumes, tabac, coton

renseignements qu'il avait déjà publiés en septembre 2013 avait été fait. On peut lire dans l'introduction que « les Membres conviennent de tenir chaque année des consultations au sein du Comité de l'agriculture au sujet de leur participation à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles dans le cadre des engagements en matière de subventions à l'exportation au titre du présent accord. »

Le 8 mars, la veille de la première réunion du Comité de l'agriculture, certains Membres du Groupe de Cairns, notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, le Costa Rica, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et la Thaïlande, ont diffusé un « document de salle » non officiel sur le même sujet.

Les auteurs ont dit que leur document de salle est une « tentative de répliquer exactement, en matière de valeur, le volume de travail du Secrétariat [de l'OMC] » tout en apportant deux nouveaux éléments au travail du Secrétariat en ajoutant une colonne « changement après 10 ans » qui illustre les « exportations de 2013 sous la forme d'un pourcentage des exportations de 2003 pour chaque Membre; et un tableau qui montre les exportations agricoles totales des Membres pour la même période (2003-2013). »

Le document de salle montre que l'UE (27) dépasse tous les Membres pour les exportations de produits agricoles, avec une augmentation en valeur de 254 % entre 2003 et 2013. Les États-Unis (237 %), le Brésil (401 %), la Chine (291 %) et le Canada (256 %) suivent aux premiers rangs. L'Inde arrive sixième avec le plus haut bond pour la valeur des exportations agricoles (653 %) entre 2003 et 2013.

« Cela montre que le monde a changé depuis le Cycle d'Uruguay », a indiqué une source qui suit les pourparlers, ajoutant que certains pays émergents comme le Brésil, la Chine et l'Inde sont devenus des joueurs importants sur la scène internationale lorsqu'il est question de commerce agricole. Ils devraient ainsi être sujets à une discipline plus stricte, comparativement à la discipline à laquelle sont exposés d'autres pays en développement.

La prochaine réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC est prévue les 7 et 8 juin, et les Membres devront reprendre leur discussion sur la concurrence à l'exportation. Entre-temps, l'ambassadeur Vitalis prévoit rassembler les Membres pour une séance spéciale consacrée au mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et à la sécurité alimentaire en mai, ainsi qu'en juillet pour aborder la question du coton, a affirmé la source.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada